

# RAPPORT D'IMPACT 2022

**SUR TOUTES LES TABLETTES.  
DANS TOUS LES FOYERS.  
POUR TOUS LES CANADIENS.**

Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada (PASC) est le principal porte-parole des petites et grandes entreprises qui fournissent les produits alimentaires, de santé et de consommation utilisés chaque jour par les Canadiens.

En tant que chef de file en matière de politiques fondées sur des données probantes et axées sur la croissance, nous aidons nos membres à promouvoir le bien-être des Canadiens et la sécurité de nos approvisionnements alimentaires tout en contribuant à l'expansion de l'économie canadienne et à la durabilité de notre système de santé et de l'environnement.

Ensemble, nous travaillons à créer un milieu commercial favorable et permettant à nos membres de grandir, d'innover et d'offrir plus de valeur aux Canadiens.

**PRODUITS ALIMENTAIRES,  
DE SANTÉ ET DE CONSOMMATION  
DU CANADA**



<b>LE PASSÉ, LE PRÉSENT ET L'AVENIR DES PRODUITS ALIMENTAIRES, DE SANTÉ ET DE CONSOMMATION AU CANADA</b>	3
<b>COLLABORER</b>	5
Élaborer des politiques et des règlements favorables aux entreprises et aux Canadiens	5
Protéger notre planète et ses précieuses ressources	9
<b>INFLUENCER</b>	12
Une force en matière de relations avec les gouvernements	12
<b>TRANSFORMER</b>	15
Surmonter les perturbations de la chaîne d'approvisionnement	15
Un code de conduite pour les détaillants en alimentation	17
Ouvrir la voie aux autosoins au Canada	19
<b>SERVIR</b>	23
Information à valeur ajoutée	24
Dignes de confiance dans l'industrie	25
Croissance transformatrice	27
<b>RÉSILIENCE ET FIABILITÉ : UN MESSAGE DE NOTRE CHEF DE LA DIRECTION, MICHAEL GRAYDON</b>	28
Conseil d'administration	31
Conseil de gouvernance	31



Conférence des PDG et des dirigeants de PASC, octobre 2022

# LE PASSÉ, LE PRÉSENT ET L'AVENIR

## DES PRODUITS ALIMENTAIRES, DE SANTÉ ET DE CONSOMMATION AU CANADA

Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada (PASC) est le principal porte-parole des petites et grandes entreprises qui fournissent les produits alimentaires, de santé et de consommation utilisés chaque jour par les Canadiens. Ces produits sont incontournables dans les cuisines, les garde-manger et les armoires à pharmacie de tout le pays.

Nous aidons nos membres en préconisant un milieu commercial qui soutient la compétitivité de notre secteur, afin que les Canadiens aient accès à un grand choix de produits sûrs et innovants pour eux-mêmes et leurs familles.

Bien que le nom de PASC soit relativement nouveau, notre mandat d'aider l'industrie à relever les défis de la réglementation et du commerce ne date pas d'hier. En 2020, les conseils d'administration de Produits alimentaires et de consommation du Canada (PACC) et de Produits de santé consommateurs du Canada (PSC Canada) ont convenu d'unir leurs forces pour créer une nouvelle association dotée d'une vision commune, afin de mieux servir nos membres dans un milieu commercial en constante évolution. L'année inaugurale de PASC sous sa nouvelle bannière a servi à concrétiser cette

vision en nous permettant d'amplifier notre influence auprès des gouvernements et des intervenants de l'industrie et de promouvoir les enjeux qui comptent le plus pour notre secteur.

La nécessité d'unir nos voix est devenue évidente pendant la pandémie de COVID-19 et au cours de la reprise économique. Les trois dernières années nous ont montré que la résilience et l'autonomie du Canada reposent sur un solide secteur manufacturier national et sur des approvisionnements mondiaux fiables pour les produits essentiels. Le secteur de la fabrication des produits alimentaires, de santé et de consommation est exceptionnellement bien placé pour stimuler la reprise du Canada, car il peut garantir aux Canadiens l'accès aux produits dont ils ont besoin à des prix abordables, tout en stimulant les investissements, l'innovation, l'emploi et la croissance.

Nos membres doivent plus que jamais se faire entendre de nos gouvernements. Le nombre sans précédent de changements réglementaires, la concentration de la vente au détail des produits alimentaires et les difficultés cumulatives associées à la main-d'œuvre et aux chaînes d'approvisionnement qui existaient avant la pandémie ont pris des proportions critiques. Si l'on pense au fait que les consommateurs sont de plus en plus informés et qu'ils s'attendent à pouvoir acheter des produits innovants, sûrs et fabriqués de manière durable, on voit que nos membres font face à certains des défis mondiaux les plus urgents de notre époque.



Quatre objectifs interdépendants et complémentaires orientent notre travail stratégique : **COLLABORER**, **INFLUENCER**, **TRANSFORMER** et **SERVIR**. La collaboration avec les autres ajoute de la crédibilité à notre travail et nous aide à faire davantage. Grâce à nos interventions, nos priorités figurent au programme politique du gouvernement et nous sommes en mesure d'influencer efficacement le processus décisionnel. Notre expertise et celle de nos membres nous permettent de jouer un rôle directeur et de transformer la façon dont nous abordons les questions émergentes pour que nos membres puissent se réaliser pleinement. La collaboration avec les autres ajoute de la crédibilité à notre travail et nous aide à faire davantage. Surtout, nous existons pour servir nos membres et nous tâchons continuellement de prouver notre valeur en tant qu'association exceptionnelle que nos membres considèrent comme une part essentielle de leur entreprise.

Présent dans les collectivités rurales et urbaines de chaque province, notre secteur emploie plus de 350 000 Canadiens chez des fabricants et des distributeurs de toutes tailles dont les produits sûrs et de grande qualité contribuent à la santé de nos foyers, de nos collectivités et du Canada tout entier.

# COLLABORER

## ÉLABORER DES POLITIQUES ET DES RÈGLEMENTS FAVORABLES AUX ENTREPRISES ET AUX CANADIENS

PASC est depuis longtemps en tête de l'industrie en ce qui concerne le dialogue amorcé avec le gouvernement au sujet des politiques et de la réglementation. À ce titre, nous préconisons l'élaboration de règlements modernes et efficaces pour créer un milieu opérationnel propice à la croissance, à l'innovation et à la compétitivité, sans transiger sur la sécurité et la qualité.

Reconnue pour son expertise en matière de réglementation, notre équipe travaille à rationaliser les exigences d'étiquetage des produits en vertu de diverses initiatives gouvernementales, et préconise des politiques agiles et fondées sur des éléments probants qui réduisent le fardeau réglementaire et permettent à nos membres de prendre des décisions commerciales judicieuses pour assurer leur conformité.

En tant que chef de file dans le secteur, PASC prend place à la Table sur la réglementation souple, où sont réunis les principaux intervenants et le gouvernement pour promouvoir collectivement la croissance et la compétitivité au Canada. Nous avons ainsi une occasion unique de faire connaître le point de vue de l'industrie sur des enjeux importants pour nos membres et pour les Canadiens.

## ÉLABORER DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES RÈGLEMENTS EFFICACES POUR LES ALIMENTS ET LES BOISSONS

Pour aider les membres à atteindre les *Cibles volontaires de réduction du sodium pour les aliments transformés de 2020-2025*, PASC a préparé un livre blanc pour préciser le point de vue de l'industrie alimentaire canadienne, expliquer notre parcours jusqu'à présent, mettre en évidence les défis auxquels nous continuons de faire face et présenter des recommandations collectives que Santé Canada pourra prendre en considération pour surveiller les progrès réalisés par rapport aux cibles volontaires en 2023.



Michi Furuya Chang

Depuis des années, sous la direction et les conseils d'expert de Michi Furuya Chang, première vice-présidente, Politique publique et affaires réglementaires, notre équipe de la réglementation dialogue avec les principaux décideurs de Santé Canada pour leur faire comprendre que nous privilégions un étiquetage simple, scientifique, informatif et transparent sur le devant des emballages. Plusieurs de nos recommandations clés ont été incluses dans la version finale du règlement sur l'étiquetage frontal publiée en juillet, y compris des exemptions pour les aliments ayant des avantages reconnus pour la santé et un symbole de loupe de taille proportionnelle qui suscite la curiosité des consommateurs plutôt que de l'inquiétude.

Avec l'appui d'autres associations de l'industrie, PASC a entrepris d'exprimer ses préoccupations au sujet du projet de règlement de Santé Canada sur les aliments supplémentés, et de réclamer des politiques qui ne sont pas discriminatoires à l'égard des aliments ciblés et des étiquettes qui ne sont ni alarmistes ni déroutantes.

Nous continuons de militer pour la discrétion et la flexibilité en ce qui concerne la date limite irréalisable de 2026 qui a été fixée pour la publication du règlement sur les aliments supplémentés et sur l'étiquetage frontal des aliments. L'industrie se heurte encore à d'importantes difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement ainsi qu'à d'autres exigences gouvernementales en matière d'étiquetage. Ces difficultés sont aggravées par le fait que les concepteurs d'emballages et les imprimeries du Canada ont des capacités limitées pour produire, dans un court délai, le volume d'étiquettes frontales requis.

## ASSURER LA SÉCURITÉ DES PRODUITS

Plus de trois millions de Canadiens éprouvent des allergies alimentaires, dont 600 000 enfants. Ces personnes comptent sur des procédés de fabrication alimentaire sécuritaires et sur l'utilisation judicieuse des mises en garde figurant sur les produits pour réduire leur risque de réactions allergiques.

Les rappels de produits coûtent cher aux fabricants, qui risquent non seulement la rentabilité de leur entreprise, mais aussi leur réputation. En 2021, plus de 30 % de tous les rappels d'aliments étaient liés aux allergènes. Grâce à notre participation au Conseil multilatéral des transformateurs alimentaires d'Allergies alimentaires Canada, nous avons pu contribuer à l'élaboration des *Lignes directrices destinées aux fabricants d'aliments pour la gestion des allergènes*. Publiée en novembre, cette ressource inédite sur la salubrité des aliments permet aux fabricants de gérer les allergènes alimentaires dans leurs installations et fournit notamment des conseils sur l'utilisation de l'étiquetage préventif contre les allergènes.

Par ailleurs, en siégeant au « Food Advisory Committee » (Comité consultatif sur les aliments) de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, nous aidons également à l'effort collectif visant à réduire la fraude alimentaire, un problème qui non seulement touche la santé et la sécurité des consommateurs, mais qui remet aussi en question la priorité que les fabricants accordent à la sécurité et à la transparence dans toutes les facettes du processus de production alimentaire.



Christine Gillis

## INFLUENCER LA POLITIQUE ET LA RÉGLEMENTATION SUR LES PRODUITS DE SANTÉ

Compte tenu que nos membres doivent s'adapter aux habitudes changeantes des consommateurs, nous avons rencontré Amazon pour discuter des inconvénients que les algorithmes d'inscription d'Amazon posaient pour nos membres, y compris des retards et des coûts opérationnels importants. Notre intervention a amené Amazon à faire en sorte que ses systèmes valident automatiquement les produits à partir des bases de données de Santé Canada, ce qui a réduit les suppressions de produits et les questions après l'inscription.

Sous la direction et le leadership stratégiques de Christine Gillis, vice-présidente, Politiques de santé et affaires réglementaires, PASC a collaboré avec les principaux décideurs de Santé Canada pendant toute l'élaboration de la proposition visant à améliorer la réglementation sur l'étiquetage en langage clair (ELC) des produits de santé naturels (PSN). En misant sur l'expérience acquise lors de la préparation et de la mise en œuvre de la réglementation sur l'étiquetage en langage clair des médicaments en vente libre (MVL), nous avons encouragé Santé Canada à incorporer ces leçons dans sa proposition sur les produits de santé naturels (PSN). Publiée en juillet 2021, la version définitive du règlement sur l'ELC des PSN inclut bon nombre des recommandations de PASC, y compris des mesures visant à promouvoir un étiquetage novateur et plus de souplesse dans l'application des exigences afin d'éviter des répercussions commerciales involontaires qui seraient contraires à l'esprit du règlement.

Santé Canada a apporté des modifications réglementaires visant à réduire les délais de conservation des dossiers pour les produits de santé naturels et les médicaments en vente libre. Nous avons contribué à cette initiative en fournissant une analyse coûts-avantages pour estimer la diminution du fardeau et la réduction des coûts de la conformité.

Pendant que nos membres attendent les modifications réglementaires qui sépareront les MVL du régime des médicaments d'ordonnance en vertu du Cadre d'autosoins de Santé Canada, nous avons insisté pour faire introduire des mesures d'aide provisoires concernant les MVL afin d'alléger le fardeau associé à l'application des exigences relatives aux médicaments d'ordonnance. Santé Canada a inclus 13 de nos recommandations sur la liste de solutions de son plan d'action.



## PLANT-BASED FOODS OF CANADA

A Division of Food, Health & Consumer Products

**LE SAVIEZ-VOUS?** La division PBFC (Plant-Based Foods of Canada) de PASC est le porte-parole des entreprises qui fabriquent et commercialisent des aliments à base de plantes. PBFC a

pour mission de mieux sensibiliser les consommateurs, le gouvernement et les partenaires de l'industrie au secteur des aliments à base de plantes, de moderniser la réglementation de l'industrie et de rendre les aliments d'origine végétale plus accessibles, pratiques, abordables et intéressants pour les consommateurs.

PBFC tire parti de l'expertise et des conseils stratégiques de PASC dans les questions d'importance stratégique et réglementaire pour assurer une meilleure harmonisation avec les positions et les priorités stratégiques de PASC. En tant que porte-parole de premier plan dans l'industrie, PBFC participe activement à des discussions portant sur les aliments à base de plantes au Canada, y compris la modernisation de la réglementation.

La division PBFC est fière de s'associer à l'organisme américain Plant Based Foods Association (PBA) en tant qu'agent de licence exclusif du programme « Certified Plant Based/ Certifié végétal » pour les entreprises du Canada. Ce programme a été lancé pour renforcer la confiance dans le mot « végétal » et pour aider les consommateurs à reconnaître facilement les produits végétaux sur les étagères.



# PROTÉGER NOTRE PLANÈTE ET SES PRÉCIEUSES RESSOURCES

## HISTORIQUE DE NOTRE LEADERSHIP

2019



Nous sommes devenus la première association commerciale nationale à soutenir la vision de la Fondation Ellen MacArthur pour une nouvelle économie des plastiques, afin de prendre la direction zéro déchets de plastique.

2021



Nous avons cofondé le Pacte canadien sur les plastiques, une organisation favorisant la collaboration pour repenser la façon dont nous concevons, utilisons et réutilisons les emballages en plastique, dans le but de créer une économie circulaire du plastique au Canada.



Nous avons pris un engagement en vertu de la « charte pour des autosoins respectueux de l'environnement » élaborée par la Global Self-Care Federation dans le but d'atténuer l'impact des produits pharmaceutiques sur l'environnement, d'améliorer le rendement des emballages en plastique, d'éliminer la pollution par les plastiques et de réduire l'empreinte carbone de l'industrie.



Nous avons appuyé la fondation et le lancement de « Circular Materials », une organisation à but non lucratif créée par les producteurs et pour les producteurs, qui étendra ses activités à toutes les provinces à mesure que de nouvelles initiatives de responsabilité élargie des producteurs seront mises en œuvre.

2022



Nous avons remporté le prix « Impact » décerné par *Canadian Grocer* dans la catégorie durabilité. Cette reconnaissance vient couronner directement les efforts de Michelle Saunders, vice-présidente de la Durabilité, qui continue de briller en tant que chef de file et experte dans l'industrie et d'aider le Canada à avancer vers un avenir sans déchets de plastique.

## FACILITER L'ALIGNEMENT DES INTERVENANTS ET PRODUIRE DES RÉSULTATS

PASC est un chef de file qui est reconnu dans l'industrie pour faire avancer le Canada vers un avenir sans déchets de plastique. Les dirigeants gouvernementaux ont rencontré notre Groupe de travail sur la durabilité à maintes reprises au cours de l'année écoulée, et nous continuons de participer à de nombreuses discussions et consultations stratégiques en tant qu'experts en matière de plastiques et d'emballages.

Nos membres ont besoin de soutien pour élaborer des politiques efficaces et progressistes en faveur de la durabilité environnementale, et pour favoriser le progrès et l'innovation dans le contexte commercial. Pour répondre à leurs besoins, nous avons organisé des webinaires exclusifs avec le Pacte canadien sur les plastiques et la Global Self-Care Federation.

Nous poursuivons aussi nos travaux avec d'autres associations de l'industrie, par exemple l'organisation Circular Materials, le Pacte canadien sur les plastiques et le Conseil canadien du commerce de détail, afin d'offrir à nos membres des possibilités de collaborer et de faire en sorte qu'ils soient prêts à atteindre leurs objectifs organisationnels et à s'adapter au milieu de la réglementation au Canada.

Avec le retour des activités en présentiel et compte tenu de notre leadership dans le domaine de la durabilité, nous avons été invités à jouer un rôle directeur à la Conférence sur l'intendance canadienne, à la conférence « Canadian Waste to Resource » et au congrès de la Coffee Association of Canada, ce qui nous a permis de parler de notre engagement envers la durabilité et de mettre en valeur les activités de notre association et de nos membres.



## RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DES PRODUCTEURS

En 2022, nous avons participé activement à des conversations avec neuf gouvernements provinciaux et un gouvernement territorial sur l'introduction, la transition ou l'expansion relatives à la responsabilité élargie des producteurs (REP) concernant les emballages partout au pays. PASC siège également à plusieurs conseils consultatifs et conseils d'administration dans le domaine de la REP pour les emballages dans l'ensemble du pays, et appuie vivement la REP pour les produits pharmaceutiques. Notre travail vise à améliorer l'harmonisation interprovinciale de la réglementation et les résultats environnementaux.

L'année 2023 marquera le début de la transition vers la REP complète en Ontario : l'industrie assumera alors l'entière responsabilité financière et opérationnelle de l'élaboration et de la prestation du programme de collecte porte à porte du recyclage partout dans la province. Nous prévoyons le lancement d'une nouvelle initiative de REP au Nouveau-Brunswick et de programmes semblables dans d'autres provinces au cours des années à venir, et nous continuons de participer à toutes les discussions à ce sujet avec les gouvernements et les organismes de réglementation. Grâce à notre engagement, nos membres peuvent contribuer à éclairer le cadre stratégique et se tenir au courant des augmentations de coûts qui toucheront leurs entreprises. PASC tient à fournir à ses membres la possibilité de se conformer à la réglementation, de respecter les priorités en matière de durabilité des entreprises et d'améliorer les résultats pour l'environnement.

## PERSPECTIVES D'AVENIR

En 2023 et au-delà, PASC continuera d'être un chef de file, car Environnement et Changement climatique Canada envisage un volume important de travail stratégique et réglementaire axé sur les plastiques et les emballages en plastique pour favoriser une économie circulaire. Puisque le Canada souhaite jouer un rôle prépondérant dans l'élimination de la pollution par les plastiques, nous participerons à chaque étape du processus pour veiller à ce que les plastiques demeurent dans l'économie mais hors de l'environnement.

Les émissions, qui deviennent un dossier hautement prioritaire pour les gouvernements et nos partenaires de la vente au détail, suscitent un intérêt accru chez les consommateurs. Pour notre secteur, il s'agit de la fin de vie des emballages ainsi que des émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne d'approvisionnement, et nous nous engageons à travailler avec nos partenaires et avec les membres de l'industrie pour fournir de l'information et des ressources afin d'assurer l'harmonisation et d'élaborer des pratiques exemplaires.

Avec le Groupe de travail sur la durabilité, nous continuerons à contribuer à l'élaboration de politiques publiques et de règlements qui ont une incidence sur notre industrie, tout en élargissant le partage de l'information avec l'ensemble des membres et en reconnaissant le vaste impact des futures initiatives de durabilité sur le secteur du commerce de détail et sur le gouvernement.

# INFLUENCER

Pour la dixième année consécutive, Carla Ventin, vice-présidente principale des Relations avec le gouvernement, a été nommée parmi les 100 lobbyistes les plus influents au Canada par *The Hill Times*, un important journal politique canadien basé à Ottawa. Ce palmarès fondé sur une liste de plus de 6000 lobbyistes enregistrés reconnaît les principaux influenceurs en matière de politiques publiques pour ce qui est de la réputation, des antécédents, des résultats prouvés ainsi que de l'influence et de l'accès au gouvernement.

## UNE FORCE EN MATIÈRE DE RELATIONS AVEC LES GOUVERNEMENTS

Nous veillons à ce que toutes les priorités et les décisions politiques du gouvernement aident notre secteur à agir concrètement pour appuyer l'économie, les soins de santé et la vie des Canadiens. Nous continuons d'aborder nos priorités lors des réunions avec les ministres fédéraux et provinciaux,

les conseillers principaux des ministres, les critiques de l'opposition, les députés qui siègent à des comités traitant de questions pertinentes pour notre industrie et les hauts fonctionnaires de divers ministères.

## RECONNAISSANCE DE NOTRE EXPERTISE

Au printemps dernier, Carla Ventin a pris la parole devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire en tant que témoin de l'étude sur les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ce qui nous a donné l'occasion de promouvoir nos objectifs d'intervention dans cet important dossier et de faire comprendre au Comité la gravité des problèmes auxquels nos membres sont confrontés. La pénurie de main-d'œuvre demeure critique, les coûts de production augmentent et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement sont continues.

Grâce à notre réputation d'experts dans notre domaine, Carla a été invitée à se joindre au Conseil pour l'approvisionnement alimentaire de la Chambre de commerce du Canada, créé dans le but de réunir une coalition intersectorielle représentant toutes les composantes de la chaîne d'approvisionnement partout au Canada. Nous avons profité de cette occasion pour montrer clairement que les affaires ne sont pas revenues à la normale et pour préconiser des investissements stratégiques et coordonnés dans les infrastructures essentielles afin de remédier aux vulnérabilités et aux lacunes de la chaîne d'approvisionnement. Le Conseil continue de se réunir tous les mois pour étudier différentes possibilités de rehausser la visibilité de



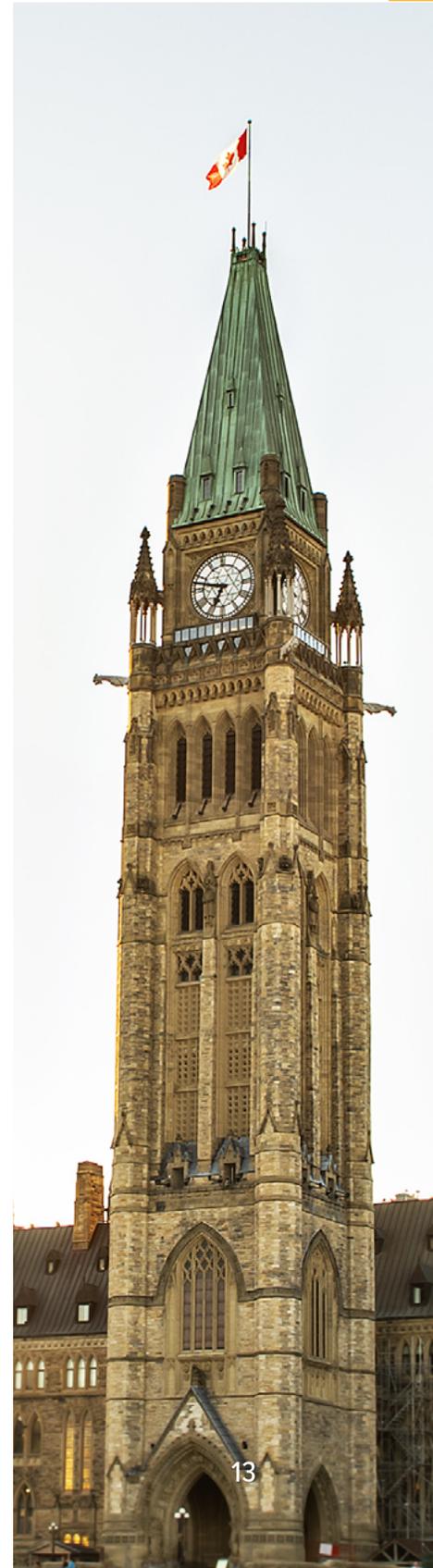
Carla Ventin

notre industrie et de ses principaux enjeux. PASC fait également partie de la Coalition des manufacturiers du Canada dirigée par Manufacturiers et Exportateurs du Canada. La coalition a pour but d'élaborer des positions politiques communes et d'harmoniser nos efforts d'intervention avec les autres secteurs manufacturiers du Canada afin de pouvoir parler aux décideurs d'une même voix unifiée.

L'insistance avec laquelle nous avons demandé que le gouvernement investisse pour régler les problèmes de main-d'œuvre et renforcer les chaînes d'approvisionnement signifie que des mesures ont été annoncées dans le budget fédéral, dans le Plan d'action pour les employeurs et la main-d'œuvre publié en avril dernier en vertu du Programme des travailleurs étrangers temporaires, et dans le rapport final publié en octobre par le Groupe de travail national sur la chaîne d'approvisionnement. De plus, les cibles d'immigration ont été haussées et un financement supplémentaire a été affecté au traitement des demandes afin de résorber l'arriéré, comme l'annonçait *l'Énoncé économique de l'automne* publié en novembre dernier. Les pénuries de main-d'œuvre ont un impact considérable sur la fabrication des produits alimentaires, secteur dans lequel 1 poste sur 10 demeure vacant. Les mesures ci-dessus représentent des étapes décisives pour combler l'actuel déficit national de main-d'œuvre et rassurer les fabricants en cette période critique de notre reprise économique.

En septembre, nous avons assisté à la réunion inaugurale de la nouvelle Table ronde sur la politique de fabrication du gouvernement fédéral, dirigée par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE). Notre intervention a mené à l'établissement de cette table ronde, qui vise à aider les partenaires des secteurs public et privé à mieux prévoir et atténuer les menaces liées aux infrastructures essentielles afin de réduire les perturbations au minimum dans le secteur de la fabrication.

En fin d'année, Michael Graydon, chef de la direction de PASC, s'est adressé au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire afin de commenter l'étude sur l'inflation alimentaire réalisée par le Comité. M. Graydon a indiqué que l'environnement inflationniste du Canada est attribuable à la flambée des coûts des aliments et des biens à l'échelle mondiale, que les coûts des intrants de nos membres ont augmenté et continueront d'augmenter en 2023, et que l'industrie fait face à des pénuries de main-d'œuvre, d'ingrédients et d'emballages qui nuisent à notre capacité de produire et de livrer des produits essentiels pour les Canadiens.





## TIRER PARTI DES ÉLECTIONS PROVINCIALES POUR ÉTENDRE NOTRE RAYONNEMENT

Avec le déclenchement des élections provinciales en Ontario et au Québec cette année, nous avons activement collaboré avec les candidats de tous les partis politiques tout au long de la campagne. Nos objectifs stratégiques étaient notamment de profiter du climat politique et de rehausser le profil et les priorités de PASC auprès des futurs décideurs, des médias et du public, d'effectuer des percées critiques auprès de tous les partis pour soutenir les priorités de PASC, quel que soit le résultat des élections, de mobiliser nos membres pour amplifier notre voix auprès des candidats, des partis politiques, des médias et du public, et de diriger le trafic vers notre plateforme au moyen d'une campagne numérique percutante. Tous les candidats ont reçu une lettre de notre part avec nos priorités électorales et un questionnaire leur demandant de soutenir nos enjeux clés : résoudre les pénuries de main-d'œuvre critiques, débloquer davantage d'options en matière d'autosoins, mettre en œuvre un code de conduite pour les détaillants en alimentation et soutenir une économie circulaire pour les plastiques.

### EXPANSION AU QUÉBEC

Cette année, nous avons priorisé l'engagement et l'intervention au Québec afin de répondre aux besoins uniques de nos membres québécois et d'aider nos effectifs de partout au pays à s'orienter sur le marché québécois. Dans le but de promouvoir notre discours narratif auprès du gouvernement du Québec, nous avons rencontré le ministre de l'Agriculture pour discuter de questions cruciales comme le travail, la chaîne d'approvisionnement et la nécessité d'établir un code de conduite pour les détaillants en alimentation. Dès l'annonce concernant le régime provincial des soins de santé en mars, nous avons commencé à dialoguer avec les responsables de la santé, de la réforme réglementaire et des ordres professionnels ainsi qu'avec d'importants intervenants en santé pour élargir les possibilités liées aux autosoins.

### DÉBOUCHÉS DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

À l'automne, nous avons élargi notre rayonnement dans les provinces de l'Atlantique en rencontrant les principaux ministères responsables de l'Agroalimentaire et du Développement économique pour discuter des priorités de notre industrie, y compris nos défis en matière de compétitivité et de chaîne d'approvisionnement, un code de conduite pour les fournisseurs et les détaillants alimentaires, et la taxe sur les boissons sucrées récemment mise en œuvre à Terre-Neuve-et-Labrador.

# TRANSFORMER

## SURMONTER LES PERTURBATIONS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Quel que soit le point où elles surviennent sur nos chaînes d'approvisionnement intégrées, les perturbations peuvent avoir un effet de vague, comme l'ont montré cette année les impacts généralisés du variant Omicron de la COVID-19, les inondations dévastatrices en Colombie-Britannique et le blocus de protestation du pont Ambassador de Windsor-Detroit. Dans notre industrie, ces obstacles imprévus ont exacerbé les fragilités de longue date de la chaîne d'approvisionnement, notamment les problèmes structurels, les pénuries persistantes et l'augmentation des prix de la main-d'œuvre, des emballages et des ingrédients.

Lorsque des conditions météorologiques extrêmes ont sévi en Colombie-Britannique, nous avons réagi en aidant nos membres à trouver d'autres moyens d'expédition et en diffusant des bulletins d'actualité réguliers concernant la réparation des infrastructures. Nous avons aussi travaillé avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour assouplir les règles d'étiquetage et d'emballage de certains aliments importés des États-Unis et vendus au détail ou dans des établissements de restauration en Colombie-Britannique, afin que les résidents des régions touchées puissent avoir accès aux produits dont ils avaient besoin.

Aux côtés d'autres associations industrielles de premier plan, nous avons été invités à assister à des tables rondes sectorielles sur la chaîne d'approvisionnement avec le ministre des Transports et ses collègues du cabinet entre février et juin. Ces séances nous ont permis de mettre en lumière les défis actuels de la main-d'œuvre dans notre secteur, la nécessité de protéger les infrastructures essentielles et les répercussions que des événements comme le blocus des camionneurs et les menaces de grève ferroviaire peuvent avoir sur la réputation internationale du Canada. Notre contribution à ces tables rondes s'est révélée essentielle pour éclairer l'élaboration d'une stratégie nationale sur la chaîne d'approvisionnement.

Grâce à notre participation active et à notre collaboration aux consultations de l'industrie pendant l'année, le rapport final publié en octobre par le Groupe de travail national sur la chaîne d'approvisionnement compre-



nait quatre de nos cinq recommandations : numériser la chaîne d'approvisionnement, établir une structure de gouvernance fédérale pour superviser, coordonner et partager l'information, investir dans les ressources humaines et la main-d'œuvre, et investir dans l'infrastructure matérielle.

## L'AVENIR DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Le Conseil de la chaîne d'approvisionnement de PASC continue d'étudier et de partager de l'information sur l'automatisation, l'électrification et les développements numériques pour apporter des améliorations dirigées par l'industrie qui ajoutent de la valeur aux activités de nos sociétés membres tout en répondant aux besoins immédiats. Nous travaillons avec nos membres à des projets communautaires pour la chaîne d'approvisionnement, des projets pilotes et des preuves de concepts, et nous assurons la liaison entre nos membres et les intervenants ou les fournisseurs de l'industrie.

À l'heure actuelle, nous élaborons un livre blanc sur le transport routier dans le but de fournir une analyse approfondie du manque critique de camionneurs et de la nécessité d'investir dans des processus et des technologies améliorés, pour que les marchandises et les ingrédients puissent franchir librement les frontières nationales et provinciales et créent moins de gaspillage de matériaux et de temps avant d'arriver sur les tablettes des magasins.

En outre, nous mettons au point un concept de protocole volontaire pour la répartition des produits afin de garantir que tous les clients soient traités de manière cohérente. Nous voulons aussi encourager la collaboration des détaillants et des fournisseurs



pour planifier des pratiques optimales telles que le partage des données, l'alignement sur les prévisions relatives aux produits et la disponibilité sur le marché.

Enfin, nous prévoyons amorcer une étude comparative de la chaîne d'approvisionnement pour évaluer à la fois le rendement actuel de l'industrie et les perspectives d'amélioration et d'élaboration des processus sur la chaîne d'approvisionnement. Nos sondages auprès des membres ont été le point de départ de nombreuses interventions fructueuses pour améliorer la chaîne d'approvisionnement cette année, et cette analyse comparative nous sera utile pour atténuer les perturbations futures et cerner des idées avantageuses et exploitables.

## UN CODE DE CONDUITE POUR LES DÉTAILLANTS EN ALIMENTATION

### DES ANNÉES DE DÉSÉQUILIBRE

Au Canada, la concentration de la vente au détail de produits alimentaires signifie que cinq entreprises contrôlent plus de 80 % des ventes des épiceries et des pharmacies, tandis que le plus important fournisseur représente moins de 3 % du volume de vente d'un grand détaillant.

Pendant des années, les géants de l'alimentation ont profité de ce déséquilibre des forces pour imposer unilatéralement des frais et des coûts croissants aux fournisseurs, ce qui a accru la rançon des affaires sans contribuer au rendement du capital investi ni offrir de possibilités de croissance. Ces pratiques injustes posent une grave menace pour le secteur de la fabrication des produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada, ainsi que pour les fournisseurs primaires (les agriculteurs) et secondaires de l'industrie.

Nos efforts en matière de relations avec le gouvernement consistent depuis longtemps à solliciter tous les ordres de gouvernement et tous les décideurs politiques, et à collaborer avec les intervenants de l'industrie pour obtenir leur soutien en faveur d'un code de conduite pour les détaillants en alimentation du Canada.

À la fin de 2020, les ministres fédéral-provinciaux-territoriaux (FPT) de l'Agriculture ont annoncé la création d'un groupe de



travail chargé d'examiner les pratiques déloyales des détaillants en alimentation et de proposer des mesures concrètes, une étape cruciale pour reconnaître l'importance de la sécurité alimentaire et la nécessité de renforcer les chaînes d'approvisionnement et la fabrication nationale.

## PROGRÈS RÉALISÉS

En mars 2021, en partenariat avec Empire Company Ltd., nous avons lancé un tout premier « Code de pratiques pour l'approvisionnement des épiceries au Canada ». Ce code exécutoire, le premier en son genre, a stimulé la discussion nationale sur la question des pratiques équitables dans la vente au détail des produits alimentaires. Les dirigeants politiques et industriels de tout le pays ont applaudi Empire et nous-mêmes pour notre leadership collaboratif, et en juin, le code était approuvé par neuf organisations prépondérantes représentant un large éventail de fabricants, d'agriculteurs et de fournisseurs, et par deux comités parlementaires fédéraux, soit ceux de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ainsi que de l'industrie, des sciences et de la technologie.

En juillet 2021, ayant officiellement reconnu qu'un code de conduite s'imposait pour stabiliser la relation détaillant-fournisseur, les ministres de l'Agriculture FPT ont demandé à l'industrie de trouver une solution concrète.



Errol Cerit

## PRÈS DU BUT

À la suite de l'annonce des ministres FPT en juillet, un comité directeur, coprésidé par Michael Graydon, chef de la direction de PASC, et composé de membres de dix groupes d'intervenants clés, a été formé pour créer un mandat et un plan de travail relatifs à l'élaboration d'un code de conduite officiel dans l'industrie alimentaire.

On ne saurait trop insister sur la complexité d'une telle tâche à l'échelle de l'industrie. Un groupe intersectoriel de chefs d'entreprise comprenant des représentants du conseil d'administration de PASC a été mis sur pied pour fournir des points de vue et des recommandations sur des questions telles que les paiements, les déductions, les amendes et les frais. Pendant que le travail de création du code se poursuivait à la fin de l'été et au début de l'automne, un sous-groupe a été sélectionné pour finaliser le contenu et les dispositions du code de conduite. Errol Cerit, vice-

président principal des Relations industrielles et de l'Accroissement des effectifs à PASC, a fait partie du groupe principal et du sous-groupe d'élaboration du code. En novembre 2022, l'ébauche que le comité directeur devait proposer aux ministres FPT était prête.

La version présentée aux ministres FPT en novembre a marqué le plus important jalon dans l'élaboration du code depuis plus d'un an. Une ventilation détaillée a permis d'examiner les différentes composantes proposées qui, ensemble, contribueront à améliorer la transparence, la prévisibilité et l'équité dans les relations entre les communautés canadiennes des détaillants, des fournisseurs et des agriculteurs.

Le code proposé comprendra un train de mesures intégrées visant à promouvoir un commerce équitable et éthique et la sécurité contractuelle pour les entreprises de toutes tailles, y compris des dispositions relatives aux règles commerciales étayées par des définitions claires, un mécanisme et un processus de règlement des différends, des modèles de médiation et d'arbitrage et des mécanismes d'application.

## **OUVRIR LA VOIE AUX AUTOSOINS AU CANADA**

Les autosoins englobent tout ce qui va de l'adoption d'un mode de vie sain jusqu'au traitement des maux bénins, en passant par la prise en charge et même par la prévention des maladies chroniques, et bien plus encore. Comme nous l'a montré la pandémie de COVID-19, les autosoins jouent également un rôle crucial dans les interventions sanitaires d'urgence.

PASC est un chef de file dans tout ce qui concerne les autosoins depuis des décennies. En tant que représentants du mouvement mondial des autosoins au Canada, nous travaillons avec des intervenants nationaux et internationaux pour promouvoir la valeur socioéconomique des autosoins et préconiser l'adoption d'une stratégie nationale d'autosoins auprès des décideurs canadiens.

Même si le public admet de plus en plus qu'il est essentiel d'aider les Canadiens à s'investir davantage dans la gestion de leur santé pour assurer la viabilité à long terme de notre système de santé, le Canada reconnaît peu, au niveau fédéral, l'importance des autosoins ou la nécessité d'une stratégie globale pour aider les Canadiens à les pratiquer de façon sécuritaire et efficace.



En mai dernier, nous avons de nouveau réclamé une stratégie nationale d'autosoins, qui serait un moyen efficace et peu coûteux de compléter les investissements effectués dans le système de santé public. Nous avons aussi demandé au Comité de la santé de la Chambre des communes et au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie d'étudier cet enjeu crucial.

Nous étayons notre demande sur un ensemble de recommandations concernant la façon d'aider les Canadiens à pratiquer les autosoins, notamment en améliorant la littératie en matière de santé et en utilisant mieux la technologie numérique. Nous préconisons également l'amélioration du contexte réglementaire des autosoins afin que les Canadiens aient accès à une gamme de produits de santé grand public et que l'industrie des produits de santé puisse croître et innover pour répondre le mieux possible aux besoins des consommateurs.

En tant que membres de la Global Self-Care Federation, nous nous sommes félicités du lancement, en octobre 2022, d'un « indice de préparation aux autosoins » qui évalue l'aptitude aux autosoins et les possibilités offertes aux pays en développement dans le monde entier. L'Indice a révélé que les consommateurs et les professionnels de la santé canadiens appuient les autosoins, mais ont besoin d'aide pour les pratiquer, et que le Canada accuse un retard dans ce domaine par rapport à ses homologues sur le plan économique, en particulier dans le contexte de la réglementation.

Au printemps dernier, nous avons applaudi le gouvernement du Québec pour les investissements prévus dans son budget provincial aux fins du rétablissement du système de santé en post-pandémie. Le plan quinquennal québécois intègre les autosoins dans une gamme de services de première ligne variée et futuriste, propose un portail à guichet unique pour donner aux Québécois l'accès en ligne à leurs dossiers de santé numériques et amorce un virage vers le remboursement fondé sur la charge de patients pour les équipes de soins de santé familiale afin d'encourager les autosoins. Nous entendons poursuivre notre collaboration avec le gouvernement du Québec concernant les progrès des autosoins dans la province, y compris les changements apportés au système d'annexes des médicaments afin d'améliorer l'accès aux produits d'autosoins.

## **RELEVER LE DÉFI DE RÉPONDRE À UNE DEMANDE SANS PRÉCÉDENT**

L'importance cruciale de l'accès aux produits d'autosoins est devenue plus évidente que jamais lors de la récente pénurie d'analgésiques pour enfants. Les principaux fabricants de ces médicaments prévoient une demande plus élevée que la normale pendant la saison du rhume et de la grippe de cette année, mais à la fin du printemps, les taux d'infection respiratoire chez les enfants dépassaient déjà toute attente et les stocks étaient largement entamés, juste au moment où la production était censée augmenter pour les reconstituer. Ensuite, les médias ayant affirmé à tort qu'il fallait avoir une ordonnance pour acheter des produits pour enfants à base d'acétaminophène, les

parents ont naturellement commencé à en faire provision. La demande a alors triplé ou quadruplé et les tablettes des magasins se sont vidées, ce qui a provoqué encore plus d'achats sous l'effet de la panique.

Pour aider nos membres à répondre à ce pic de demande extraordinaire et faire en sorte que les Canadiens aient accès aux produits nécessaires, nous avons travaillé en partenariat avec Santé Canada afin d'assouplir la réglementation et de permettre aux fabricants d'augmenter la production ou l'importation, à condition de ne pas mettre en péril la sécurité des consommateurs. Ainsi, nos entreprises membres ont pu accroître l'offre en important les produits destinés à être vendus en pharmacie et utilisés dans les hôpitaux.

Nos contacts fréquents avec le ministre fédéral de la Santé et notre allocution devant le Comité permanent de la santé de la Chambre des communes ont positionné PASC comme un expert de l'industrie et un collaborateur dans le domaine des autosoins. En 2023, nous avons donc l'occasion de travailler avec le gouvernement et d'autres intervenants pour promouvoir des solutions à long terme visant à créer au Canada un environnement propice à l'approvisionnement constant en produits d'autosoins.

## RÉGLEMENTATION DES PRODUITS D'AUTOSOINS

Dans le cadre de notre intervention pour une stratégie nationale d'autosoins, nous préconisons également l'amélioration du contexte réglementaire des autosoins, afin que les Canadiens aient accès à toute une gamme de produits de santé grand public et que l'industrie des produits de santé puisse croître et innover pour répondre le mieux possible aux besoins des consommateurs.

Au centre de ces travaux se trouve le Cadre d'autosoins de Santé Canada, qui vise à séparer



les produits à faible risque, comme les médicaments en vente libre et les produits de santé naturels, du régime des médicaments d'ordonnance. Nous avons maintenu notre appel à l'action pendant que le Cadre d'autosoins était bloqué et avons insisté pour faire introduire des mesures de redressement provisoires pour les médicaments en vente libre afin d'alléger le fardeau associé à l'application des exigences relatives aux médicaments d'ordonnance. Santé Canada a inclus 13 de nos recommandations sur la liste de solutions de son plan d'action.

Le Cadre d'autosoins de Santé Canada comprend depuis juillet 2022 la version finale du règlement sur l'étiquetage en langage clair (ELC) des produits de santé naturels (PSN). PASC a collaboré avec Santé Canada à la création de ce règlement en tirant parti de l'expérience acquise lors de l'élaboration et de la mise en œuvre du règlement d'étiquetage en langage clair pour les médicaments en vente libre (MVL). Nous avons encouragé Santé Canada à incorporer les leçons tirées du processus d'ELC des MVL dans sa proposition pour les PSN. La version finale du règlement sur l'ELC des PSN tient compte de bon nombre de nos recommandations, y compris des mesures visant à promouvoir un étiquetage novateur et plus de souplesse dans l'application des exigences pour éviter des répercussions commerciales involontaires qui seraient contraires à l'esprit du règlement.



# SERVIR

## APERÇU DE NOS ACTIVITÉS

4



événements  
phares en  
présentiel

10



webinaires  
spécialisés

« L'équipe de PASC  
monte la barre  
encore plus haut! »

« L'ambiance est tout  
simplement différente quand  
on participe en personne;  
c'était **génial!** J'ai refait le plein  
d'énergie créative et mon  
téléphone est maintenant une  
source d'inspiration! »

Satisfaction des  
participants



CE QUE LES  
PARTICIPANTS  
ONT DIT



Plus de  
**600**  
participants  
en personne

« Un groupe d'orateurs  
extrêmement pertinent et  
stimulant. C'est formidable de  
sortir du bureau et de consacrer  
du temps à apprendre auprès de  
mes pairs. »



Taux de  
participation de  
**84%**

« Exceptionnel,  
percutant,  
impressionnant! »

PARMI LES ENTREPRISES MEMBRES

# INFORMATION À VALEUR AJOUTÉE

Nous nous efforçons d'être une association de premier ordre qui offre une expérience supérieure et fournit à tous ses membres les outils et l'information dont ils ont besoin pour s'orienter efficacement dans leur milieu d'affaires et optimiser leur résultat net.

En 2022, depuis la levée des restrictions relatives aux activités en présentiel, nos événements phares sont redevenus ce qu'ils sont censés être : des rencontres en personne où l'on trouve non seulement de l'information commerciale opportune, mais aussi des occasions de faire du réseautage en face à face avec des gens de l'industrie.

Au printemps, nous avons organisé notre **Symposium annuel sur la chaîne d'approvisionnement**, auquel ont assisté plus de 130 experts. Sur le thème *Recovery. Resilience. Reimagine.* (Reprise, résilience, réinvention), nous avons proposé cinq présentations éclairantes sur des sujets allant de la relocalisation jusqu'aux habitudes changeantes des consommateurs, en passant par l'évolution vers le transport automobile électrique et une table ronde sur l'avenir de l'infrastructure.

Peu après, les participants à notre **Symposium annuel ventes et marketing** ont été mis au défi de *faire preuve d'audace* en postpandémie et d'envisager l'avenir différemment pour rétablir leurs affaires et réémerger plus forts que jamais. Les participants ont pu écouter huit conférenciers d'honneur parler des tendances de l'industrie, de l'économie et des moyens de surmonter les obstacles personnels et commerciaux pour réussir.

Après une pause de trois ans, le **tournoi de golf caritatif de PASC** a eu lieu en automne au magnifique Georgetown Golf Club et a réuni plus de 130 professionnels et intervenants de l'industrie pour soutenir Banques alimentaires Canada. Nous avons amassé 12 635 \$, ce qui porte à 148 191 \$ le montant total que PASC a réuni pour Banques alimentaires Canada depuis 2005.



Conférence des PDG et des dirigeants de PASC, octobre 2022

En octobre, nous avons participé en personne à notre **Conférence des PDG et des cadres**, dans la pittoresque petite ville de Niagara-on-the-Lake. Sur le thème *Lead the Way. Forward Together*. (Ouvrons la voie et avançons ensemble), un panel d'experts en développement durable avant-gardistes ainsi que cinq conférenciers principaux ont échangé des idées sur la façon de faire évoluer notre industrie et sur un large éventail de sujets, notamment la diversité en milieu de travail, le soutien par les pairs en santé mentale, la nécessité d'accepter l'innovation perturbatrice et l'évolution dans le contexte économique actuel. Les participants ont bénéficié de deux précieuses journées de réseautage avec leurs pairs.

Outre ces événements en présentiel, des webinaires et des discussions commerciales virtuelles ont fourni aux membres du secteur manufacturier l'information et les conseils dont ils avaient besoin pour rester au fait de la recherche dans l'industrie, de l'actualité sectorielle, des analyses de consommation, de la conformité réglementaire et des tendances émergentes. Ces activités ont permis à nos associés de partager leurs compétences d'expert avec les leaders de notre secteur. Avec une moyenne de satisfaction de 4,4 sur 5, il n'est pas surprenant que le taux de participation des entreprises membres atteigne 84 %!

## DIGNES DE CONFIANCE DANS L'INDUSTRIE

En tant qu'experts en la matière, nous nous engageons à faire avancer notre industrie et à promouvoir la continuité des affaires de nos membres. Qu'il s'agisse de gérer les pressions croissantes qui pèsent sur le commerce de détail et qui rendent l'expansion difficile pour les entreprises, d'éviter les écueils de la surréglementation et de l'étiquetage coûteux des produits, ou encore de jouer un rôle directeur dans des initiatives de développement durable qui sont bénéfiques pour les consommateurs et la planète, nous aidons nos membres à s'y retrouver et à résoudre des problèmes pressants. Avec **117 membres fabricants, 51 membres associés et 7 agences de vente et de courtage**, nous représentons et soutenons des dirigeants d'entreprise dans toutes les facettes de notre industrie.

Même confrontés à d'énormes difficultés pendant la reprise économique en post-pandémie, nos membres ont clairement constaté la valeur de notre présence à leurs côtés. Voilà pourquoi nous avons accueilli 17 nouveaux membres en 2022 et maintenu 95 % de nos effectifs au cours du dernier exercice financier!

La raison est bien simple. En tant que l'une des principales associations nationales du Canada, nous atteignons régulièrement les objectifs suivants :

**VALORISER** nos programmes et augmenter la participation des membres, tout en lançant de nouvelles initiatives adaptées aux besoins

**ACCROÎTRE NOS EFFECTIFS** en accueillant des fabricants de toute taille et de toutes les régions du Canada et des entreprises qui font preuve d'innovation pour résoudre des problèmes dans de nouveaux secteurs d'activité

**PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT** en offrant à nos membres des possibilités de se joindre à des comités dans des domaines fonctionnels et d'avoir plus de points de contact avec les experts de PASC

**AMÉLIORER** le rapport qualité-prix offert aux membres associés en collaborant avec les membres pour cerner les problèmes actuels et les sujets pertinents, et pour trouver les meilleurs moyens de communiquer l'information

**OPTIMISER** l'efficacité commerciale de nos membres en fournissant de l'information clé dans tous les secteurs d'activité fonctionnels

**PERSONNALISER** nos communications selon les besoins et les fonctions professionnelles de nos membres grâce à nos messages numériques exclusifs

# CROISSANCE TRANSFORMATRICE

Une culture organisationnelle positive est essentielle à notre réussite, car elle nous aide à attirer et à retenir le personnel le plus talentueux, afin que nos membres soient servis par des employés engagés, inspirés et dotés des outils nécessaires pour travailler efficacement. Au cours de la dernière année, nous avons accru et renforcé nos capacités dans des domaines fonctionnels clés comme les politiques publiques et les affaires réglementaires, la durabilité et les relations avec le gouvernement, ce qui témoigne de notre engagement à bien gérer nos dossiers prioritaires.

Nous effectuons chaque année un sondage auprès de nos employés et sur le plan de la satisfaction professionnelle et organisationnelle, nous continuons d'obtenir des résultats plus élevés que d'autres organisations et entreprises sans but lucratif situées dans notre région géographique. Notre taux de participation du personnel est régulièrement supérieur à 90 %. L'équipe de PASC est un collectif d'experts intelligents, ingénieux et dévoués qui travaillent en collaboration pour répondre aux besoins de nos membres et façonner le visage de notre industrie. Nous savons que si nous leur offrons un excellent lieu de travail, ils pourront continuer à accomplir de grandes choses.

Nous nous engageons à créer un environnement de travail équitable et inclusif où toutes les formes de diversité sont accueillies, valorisées et respectées. Notre Groupe de travail sur l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI) a élaboré un cadre pluriannuel pour orienter notre démarche et veiller à ce que l'EDI soit à l'avant-garde de toutes nos décisions d'affaires. Notre Conseil EDI interne met actuellement en œuvre les initiatives et les engagements relatifs à ce cadre, y compris l'information et la formation, les pratiques inclusives, l'acquisition de talents et les programmes de gestion. PASC croit que l'équité, la diversité et l'inclusion sont des conditions essentielles à notre réussite, qu'elles s'alignent sur nos valeurs fondamentales, qu'elles stimulent le rendement et la croissance, et qu'elles influent de façon positive sur toutes les facettes de nos activités.

Enfin, en tant qu'organisation socialement responsable, nous nous engageons à lutter contre l'insécurité alimentaire au Canada. Nous continuons de soutenir Banques alimentaires Canada grâce aux recettes de notre tournoi de golf annuel, ainsi que les banques alimentaires situées à proximité de nos bureaux de Mississauga et d'Ottawa grâce aux dons de fin d'année et aux dons d'articles essentiels recueillis lors des campagnes de collecte dirigées par nos employés.

# RÉSILIENCE ET FIABILITÉ

## UN MESSAGE DE NOTRE CHEF DE LA DIRECTION, MICHAEL GRAYDON

« La vie ne devient ni plus facile ni plus clément; c'est nous qui devenons plus forts et plus résilients. »

– Steve Maraboli

Si les deux premières années de la pandémie de COVID-19 nous ont beaucoup appris en gestion de crise, l'année 2022 nous a clairement montré la nécessité de relever ensemble un défi peut-être encore plus difficile : renforcer à long terme les chaînes canadiennes de fabrication et d'approvisionnement. PASC sait bien que la meilleure façon d'avancer consiste à aller au fond du problème, soit notre incapacité à placer la fabrication des produits alimentaires, de santé et de consommation au cœur de l'économie canadienne.

La dure réalité est que la rançon élevée des affaires au Canada et notre milieu commercial non concurrentiel limitent depuis longtemps la fabrication de produits essentiels et cette année, nous en avons vu les conséquences plus clairement que jamais. Les pénuries de main-d'œuvre, le fardeau réglementaire croissant, l'imprévisibilité du milieu de la vente au détail, les consommateurs qui sont de mieux en mieux informés et les ruptures de la chaîne d'approvisionnement continuent de déterminer toutes les facettes de notre vie quotidienne et de nos activités.

Pourtant, nos membres réussissent encore à satisfaire aux attentes des Canadiens, malgré les obstacles croissants. Nous sommes fiers de dire que leur capacité de répondre aux besoins des Canadiens résulte directement de l'engagement de notre équipe à répondre aux leurs.

Cette année, nous avons réussi à attirer l'attention des décideurs fédéraux sur la nécessité d'investir dans la chaîne d'approvisionnement et de la moderniser, comme en témoigne la création du Groupe de travail national sur la chaîne d'approvisionnement et la publication récente de ses recommandations, que nous avons largement contribué à élaborer. Les années que nous avons passées à promouvoir les autosoins en tant qu'outil efficace pour améliorer les résultats en matière de santé et pour soutenir les systèmes de santé ont été reconnues dans le budget provincial du Québec. Les exigences d'étiquetage attendues depuis longtemps ont été officiellement mises en œuvre, sur les conseils de notre équipe d'experts qui préconisaient des règlements élaborés dans une optique économique. Enfin, nos qualités de chef dans la recherche



Michael Graydon

d'une économie circulaire ont été reconnues lorsque nous avons reçu le prix Impact de l'industrie dans le domaine de la durabilité. Même si nous avons eu l'impression de traverser une suite sans fin de défis, l'année 2022 est marquée par des progrès énormes pour notre secteur.

Cependant, la bataille n'est jamais complètement terminée. Les pics de la demande, les pénuries d'ingrédients, d'emballages et de main-d'œuvre, les conditions météorologiques extrêmes, les perturbations du transport et la guerre en Ukraine font partie des multiples raisons pour lesquelles les coûts de production, de vente et d'achat des aliments ont augmenté. Et lorsque les coûts augmentent, les prix le font généralement aussi.

Avec l'inflation qui atteint des sommets historiques, nous comprenons les préoccupations croissantes des Canadiens concernant la hausse des prix des aliments. Voilà pourquoi le Canada a besoin d'un code de conduite obligatoire et exécutoire pour les détaillants en alimentation, un code dont la portée soit suffisamment large pour englober tous les produits sur les rayons des épiceries. Ce code permettra non seulement d'égaliser les règles du jeu entre les détaillants et les fournisseurs, mais aussi de garantir que le Canada demeure un milieu concurrentiel et que les Canadiens puissent trouver de façon fiable les produits dont ils ont besoin.

Un comité directeur que je suis heureux de coprésider au sein de l'industrie a récemment franchi le plus grand pas que nous ayons fait depuis deux ans dans notre quête pour mettre sur pied un tel code. Nous avons travaillé avec diligence pour que ce code reflète dans tous ses détails les réalités de l'environnement opérationnel canadien et représente les besoins uniques des intervenants de toute taille. À l'aube de 2023, je me réjouis à l'idée de passer de l'étape du développement à celle de la réalisation, et de mettre en place un code de conduite officiel qui changera le visage de la vente au détail au Canada.

À mesure que notre industrie évolue, nous évoluons aussi. L'équipe de PASC se dévoue pour répondre aux besoins de nos membres afin qu'ils puissent prospérer. Les Canadiens veulent voir des étagères remplies de produits novateurs qu'ils savent sans danger, en quantité suffisante et dans un choix suffisamment varié. Nos entreprises membres sont déterminées à répondre à ces besoins, et nous nous engageons à les y aider à toutes les étapes du processus.



Michael Graydon

Chef de la direction,  
Produits alimentaires, de santé et de consommation du Canada

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gary Wade  
(président du conseil)  
*Unilever Canada Ltd.*

Elizabeth Beemer  
(vice-présidente du conseil)  
*Bayer Inc.*

John Pigott  
(vice-président du conseil)  
*Club Coffee L.P.*

Daniele Magliocco  
(vice-président du conseil)  
*Danone Inc.*

Aurelio Calabretta  
(vice-président du conseil)  
*La compagnie de produits  
alimentaires Smucker du Canada*

Mike Pilato (trésorier)  
*Jamieson Wellness Inc.*

Christine Cruz-Clarke  
*Balzac's Coffee Ltd.*

Margaret Hudson  
*Fermes Burnbrae limitée*

Caroline Nadeau  
*Coca-Cola Ltée Canada*

Todd Parsons  
*Compagnie d'embouteillage Coca-  
Cola Canada Ltée*

James Crosby  
*Crosby Molasses Co. Ltd.*

Peter Luik  
*Les Aliments Dare Limitée*

Jerry Mancini  
*Les Aliments Dole du Canada Ltée*

Alessandro Natola  
*Ferrero Canada Ltée*

Bryana Ganong  
*Ganong Bros., Limited*

Rupa Bahri  
*Haleon Canada*

Cory Price  
*Johnson & Johnson Inc.*

Tony Chow  
*Kellogg Canada Inc.*

Olivier Lemire  
*Keurig Dr. Pepper Canada*

Adam Butler  
*Kraft Heinz Company*

Dino Bianco  
*Les Produits Kruger*

Mark Taylor  
*Lactalis Canada Inc.*

Claire Bara  
*Lassonde Industries Inc.*

An Verhulst-Santos  
*L'Oréal Canada Inc.*

Chantal Templeton  
*Mars Canada Inc.*

Matthew Kohler  
*McCain Foods (Canada)*

Trevor Squires  
*McCormick Canada*

John Carmichael  
*Nestlé Canada Inc.*

Mike Ruff  
*PepsiCo Canada Brewvages*

Geraldine Huse  
*Procter & Gamble Inc.*

Sheryl Willison  
*Purdue Pharma Canada*

Nate Challen  
*Sanofi Santé Grand Public Inc.*

Dan Bajor  
*The Clorox Company of Canada,  
Ltd.*

Carmela Serebryany  
*Upper Crust*

# CONSEIL DE GOUVERNANCE

Maria Karounis  
*Laboratoires Abbott Cie*

Mackie Vadamchino  
*Bioforce Canada Inc.*

Elizabeth Duggan  
*Compagnie Campbell du Canada*

Jean-David Tardif  
*Cascades Groupe Tissu*

Gregory Major  
*Church & Dwight Canada*

Paul Gallagher  
*Les produits de la mer Clover Leaf*

Paul Hogan  
*Conagra Brands*

Tony Luongo  
*Concord Sales Ltd.*

Dino Koundoutsikos  
*Dr. Oetker Canada Ltée*

Helen Kargas  
*Edgewell Personal Care Canada*

Vince Mendes de Franca  
*General Mills Canada Corp.*

Sam Chehabeddine  
*Hershey Canada Inc.*

Scott Bjaanes  
*Jelly Belly Candy Company  
(Canada) Ltd.*

Todd Fisher  
*Kimberly-Clark Inc.*

Karla Schlieper  
*Mondelez Canada Inc.*

Rachel Ferdinando  
*PepsiCo Canada Brewvages*

David Bagozzi  
*Post Foods Canada, Inc.*

Scott Singer  
*Aliments Reinhart Limitée*

Douglas Watt  
*Riviana Foods Canada  
Corporation*

Tamara Seales  
*Seaford Pharmaceuticals Inc.*

Simon Small  
*The Jordans & Ryvita Company*

John Porco  
*Unico Inc.*

Michael Lines  
*Wellness Natural Inc.*



**PRODUITS ALIMENTAIRES,  
DE SANTÉ ET DE CONSOMMATION  
DU CANADA**



240-340, RUE ALBERT  
CONSTITUTION SQUARE, TOUR III  
OTTAWA, ON K1R 7Y6  
TÉL. : 613 723-0777  
TÉLÉC. : 613 723-0779  
INFO@FHCP.CA

2700, BOUL. MATHESON EST  
TOUR EST, BUREAU 602E  
MISSISSAUGA, ON L4W 4V9  
TÉL. : 416 510-8024  
TÉLÉC. : 416 510-8043

**RETROUVEZ-NOUS EN LIGNE**

[www.pasc-fhcp.com](http://www.pasc-fhcp.com) [www.fhcp.ca](http://www.fhcp.ca)

